

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 15 JUIN 2018
Liste des présents

Membres à voix délibérative

Collège des élus (11/30)

Alain FOURCAULT

Vice-Président

Marie-Laure BEAUDOIN
Claude BOCH
Francis BURET
Claude de GANAY
Philippe LANRIOT
Gilles LEPELTIER
Pascal MENOUVRIER
Nadine MICHEL
Thierry SOLER
Michel TINDILLERE

Conseil départemental du Loiret
Saint-Aignan-le-Jaillard
Saint-Benoît-sur-Loire
Député
Saint-Gondon
Lion-en-Sullias
Les Choux
Les Bordes
Conseil départemental du Loiret
Gien

Collèges non élus (6/24)

André COPIN
Mary-Bridget FOUCHER
Fabrice GORECKI
Gérard MAHAUD
Alain PELLETIER
Philippe VERDIER

SFEN Val de Loire
ACIRAD Centre
Chambre de Métiers et de l'Artisanat 45
UFC-Que choisir
Fédération de pêche du Loiret
ACIRAD Centre

Membres à voix consultative

Exploitant EDF

Sébastien MIOSSEC
Pascal BRAILLY
Aurélie FOLLENFANT
Lamia LAMOUREUX
Loïc TANNIOU

Directeur du CNPE
CNPE – Chef mission sûreté-qualité
CNPE – Chef mission communication
CNPE Dampierre
CNPE Dampierre

Autorité de sûreté nucléaire

Pierre BOQUEL

Chef de la division d'Orléans

Préfecture

Paul DUMONT

Stagiaire au BPDC

Services de l'Etat

Annaïg HELLEU
Jean-Pascal MONNIER

ARS – DD45
DDPP 45

Secrétariat

Maud MICHEL

CD45

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 15 JUIN 2018 Liste des absents excusés

Claude BOISSAY
Marc BOURGAULT
Christelle de CREMIERS
Georges KIRGO
Muriel PLOTTON
Anne RIVIERRE

*Président de la CLI de Dampierre
Union départementale FO du Loiret
Conseil régional Centre-Val de Loire
UDAF du Loiret
Préfecture - Chef du BPDC
Ordre des pharmaciens du Centre-Val de Loire*

Compte rendu

1/ Programme industriel EDF

M. Sébastien MIOSSEC (EDF – Directeur du CNPE Dampierre)

❖ Arrêts de tranches

- **Visite partielle (VP* (cf. lexique en annexe 1)) de la tranche 2** : démarrée le 31 mars 2018
 - o remplacement de 31 cannes chauffantes du pressuriseur
 - o visite complète du corps haute pression
 - o différentes épreuves hydrauliques
- **Arrêt fortuit de l'unité de production n°1** le 24 mai 2018 à la suite de la défaillance d'un ventilateur d'extraction situé dans la salle des machines.
Une opération de maintenance a été réalisée, ce qui a permis le redémarrage de l'unité n°1 le 28 mai.
- **Visite partielle de la tranche 4** : démarrée le 9 juin 2018
 - o épreuves hydrauliques des 3 générateurs de vapeur côté secondaire
 - o remplacement de 17 cannes chauffantes du pressuriseur
 - o différentes épreuves hydrauliques sur circuit secondaire
 - o maintenance sur la turbine
- **Arrêt pour simple rechargement (ASR*) sur la tranche 1** : prévu à partir du 18 août
 - o durée cible = 30 jours
- **Arrêt pour simple rechargement sur la tranche 3** : prévu à partir du 29 septembre
 - o durée cible = 30 jours

❖ Grand carénage - VD4-900 MWe*

La sûreté doit faire l'objet de réévaluations, d'analyses en permanence, et de réexamens de sûreté tous les 10 ans. Elle fait l'objet d'améliorations permanentes. Le matériel et les procédures évoluent en permanence (ex : mise en place de la FARN* suite à l'accident de Fukushima).

EDF, en tant qu'exploitant, est responsable de la sûreté de son exploitation, et est contrôlée par l'ASN.

Les visites décennales intègrent les retours d'expériences (REX*) des accidents ou incidents survenus dans le monde, ainsi que les évolutions scientifiques et technologiques.

Lors de ces visites décennales, EDF propose un nouveau référentiel de sûreté, valable pour toutes les unités de production d'un même modèle technique. Ce référentiel est contrôlé et validé par l'ASN.

Après réalisation des contrôles sur la cuve, le circuit primaire et le bâtiment réacteur, EDF envoie un rapport à l'ASN, qui se prononce sur la poursuite de l'exploitation de la centrale pour 10 ans supplémentaires.

Le grand carénage est un programme industriel à long terme du parc nucléaire français : il vise à permettre la prolongation de la durée de fonctionnement des centrales après 40 ans. Il s'agit d'un programme de rénovation du parc nucléaire d'une ampleur inégalée depuis la construction des centrales de 900 MWe, qui s'accompagne de changements majeurs dans l'organisation du travail au sein des centrales.

Ce programme s'inscrit dans la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE*). A l'issue de la concertation autour de cette programmation, l'Etat déterminera la politique énergétique française, et EDF appliquera cette politique.

Le grand carénage comporte plusieurs types de travaux :

- la rénovation ou le remplacement de gros composants qui arrivent en fin de vie pour pouvoir exploiter les réacteurs au-delà de 40 ans : générateurs de vapeur, alternateurs, transformateurs, réchauffeurs (échangeurs)...
- la réalisation de la maintenance courante des révisions annuelles et décennales : contrôles réglementaires, épreuves des appareils sous pression, déploiement des nouveaux référentiels de sûreté...
- la réalisation de modifications visant à améliorer et renforcer l'état de sûreté des installations : mise en place de la FARN, réalisation des diesels d'ultime secours, d'un centre de crise local, de moyens de refroidissement ultime...

Les travaux réalisés lors du grand carénage touchent toutes les parties de l'installation, mais les principaux chantiers portent sur :

- le remplacement des générateurs de vapeur (dont le taux de bouchage est atteint)
- la réalisation des diesels d'ultime secours (DUS*)
- la rénovation des turbines, du condensateur, du rotor (salle des machines)
- la modernisation du contrôle de commande
- la rénovation du système d'alarmes incendie dans le réacteur
- le remplacement des pôles des transformateurs principaux
- le remplacement des corps d'échange des aéroréfrigérants

Pour le CNPE de Dampierre, les VD4 auront lieu de 2021 à 2024, mais les travaux liés au grand carénage sont déjà engagés (DUS, rénovation du système incendie...).

❖ Le grand carénage au CNPE de Dampierre

M. Loïc TANNIOU (EDF – CNPE Dampierre)

Chaque année, 4 arrêts courts (30 à 50 jours) sont réalisés au CNPE de Dampierre. Les visites décennales nécessitent des arrêts bien plus longs : de l'ordre de 115 jours d'arrêt.

Le principe de la VD4 est de rajouter une 3^e voie de sûreté : DUS, eau d'ultime secours, circuits ultimes, système supplémentaire de refroidissement des piscines...

Pour anticiper les travaux du grand carénage, des travaux « tranche en marche » seront réalisés dès 2019. Par exemple, le plan d'action « ventilation » va démarrer en 2018.

Un travail est également en cours pour pouvoir assurer l'accueil de tous les salariés supplémentaires (parkings...).

Une concertation publique sur la VD4 est prévue en 2018, puis des enquêtes publiques seront organisées pour chaque réacteur suite aux VD (soit de 2022 à 2025).

- **Approvisionnement en eau d'ultime secours**

L'objectif est de rechercher une nappe pour servir d'eau en appoint pour le refroidissement des piscines de combustible (travaux entrant dans le cadre du grand carénage).

En 2016, des essais de pompage ont été réalisés dans la nappe des alluvions anciennes située à 15 m de profondeur.

Plusieurs forages ont été réalisés sur le site, mais les essais se sont avérés non concluants : ils ont mis en évidence une faible capacité et une forte variation de productivité de la nappe. Cette nappe ne suffirait donc pas pour assurer une alimentation de secours en eau de refroidissement pour le CNPE.

Pour poursuivre les investigations, une deuxième campagne de forage va être réalisée sur une nappe située à 30 m de profondeur, sous l'aquifère des alluvions anciennes et la nappe de la craie.

Cette nouvelle campagne de mesure doit démarrer au dernier trimestre 2018 : 7 à 9 tests de pompage seront réalisés (essais de pompage par paliers et essais de pompage longue durée), avec une vérification de l'impact des prélèvements sur la nappe grâce à des mesures piézométriques.

Échanges avec la salle :

M. GORECKI (Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Loiret) demande si la nappe qui sera testée sert à alimenter la population en eau potable.

M. TANNIOU indique qu'il ne connaît pas la réponse dans l'immédiat, mais que cette précision sera donnée ultérieurement.

- **Principaux travaux réalisés à Dampierre dans le cadre du grand carénage**

Bâtiment réacteur :

1 modification principale : modification des soupapes de sécurité du circuit primaire

Bâtiment combustible :

2 modifications principales : - système de refroidissement des piscines de désactivation (3^e circuit). Beaucoup de tuyaux sont à mettre en place. Ces modifications débiteront 18 mois avant le début des visites décennales ;

- création d'un système d'aspersion de l'enceinte de confinement. Ces travaux débiteront également avec une anticipation de 18 mois. Ces équipements seront mis en service lors des visites décennales.

Bâtiment d'exploitation :

1 modification principale : augmentation du débit des vannes au niveau des générateurs de vapeur

Bâtiment électrique :

Beaucoup de câbles seront posés au cours des travaux : 6 000 câbles, 3 km de chemins de câbles, de nouvelles armoires électriques... La rénovation de tout le système incendie sera également réalisée.

Tous ces travaux seront réalisés tranche en marche par anticipation. Des travaux seront également entrepris lors des visites décennales, afin de profiter des temps d'arrêts longs pour faire des travaux.

Il est précisé que certaines choses ont déjà été faites : remplacement de gros composants, rénovation des bâtiments tertiaires, amélioration de l'accueil pour permettre l'accueil de salariés supplémentaires de manière plus fluide, parkings, restauration sur le site...

Une base locale de formation a également été créée pour pouvoir entraîner l'ensemble du personnel sur les circuits existants et les nouveaux circuits.

Par ailleurs, des opérations de maintenance d'envergure sont à venir, et notamment :

- le remplacement des broches de guides de grappes : pour guider les grappes, il existe des tubes guides avec 2 broches sur chaque tube. Une opération de remplacement de ces broches est prévue sur tous les tubes guides, soit 122 broches. Ces travaux ne sont pas liés à la VD4 (maintenance préventive régulière lors des VP), mais demandent beaucoup de manutention ;
- le remplacement moteur et hydraulique de pompes primaires : ces travaux nécessitent beaucoup de personnel pour les réaliser ;
- le remplacement des réchauffeurs au niveau de la salle des machines : ces travaux nécessitent beaucoup de manutention et de découpe.

En résumé, le grand carénage est un programme d'activités industrielles majeures sur 10 ans (de 2019 à 2028). Il implique la création de nouveaux circuits, constituant une 3^e voie de sûreté permettant une mise à niveau des standards actuels de sûreté (comme pour l'EPR de Flamanville).

Chaque visite décennale permet de continuer l'exploitation des réacteurs pendant 10 ans supplémentaires, sous couvert du contrôle réalisé par l'ASN.

Le grand carénage constitue un défi :

- industriel : associer les fournisseurs et les entreprises prestataires dans la durée
- technique : mise en service de nouveaux circuits tranche en marche
- organisationnel : arrêt de 115 jours, plus long que pour les VD3 avec plus de personnels
- humain : nouvelles compétences nécessaires (nouvelles technologies, nouveaux matériels), nouvelle organisation du travail
- financier : coût à maîtriser (55 milliards d'Euros prévus d'ici à 2025 pour l'ensemble du parc)
- territorial : ancrage territorial du CNPE sur le territoire, travail avec les entreprises locales

Échanges avec la salle :

M. MAHAUD (UFC-Que Choisir) remercie EDF pour cette présentation réclamée depuis longtemps. Il estime toutefois que celle-ci amène beaucoup de questions.

Il pointe notamment le fait que le grand carénage comporte des modifications qui sont dues au vieillissement, et d'autres qui sont dues à l'amélioration de la sûreté, sans que la distinction n'ait été clairement établie entre les deux.

Il met en doute le fait que ces travaux permettent de s'approcher du niveau de sûreté de l'EPR de Flamanville. Il souhaiterait une explication système par système, et les raisons justifiant chacun des travaux entrepris.

Il s'étonne enfin que parmi les travaux figure le remplacement des générateurs de vapeur, dont certains ont déjà dû être remplacés.

M. MIOSSEC confirme que les GV* ont déjà été remplacés, et que les travaux prévus pour le grand carénage n'incluent donc pas leur remplacement.

M. MAHAUD demande où en sont les travaux sur les DUS*.

M. TANNIOU répond que les essais vont commencer début juillet 2018 pour le DUS n°1. Pour celui de la tranche 2, les montages électromécaniques sont en cours. Pour les 2 autres, les travaux se poursuivent selon le calendrier prédéfini.

Concernant la recherche d'eau d'ultime secours, M. MAHAUD rappelle que la CLI a été consultée sur ce sujet en 2015, mais qu'aucune information ne lui a été fournie depuis.

Il fait remarquer que les résultats des essais ne sont communiqués à la CLI qu'aujourd'hui, et que l'avis de la CLI n'est pas demandé concernant le pompage dans une nappe inférieure. Il regrette que la CLI n'ait pas été informée plus tôt de cette nouvelle campagne d'essais.

Par ailleurs, il demande si les phénomènes de « grand chaud » (températures très élevées) ont été pris en compte à Dampierre.

M. MIOSSEC indique que la présentation de la VD4-900 fera l'objet d'une présentation lors de la CLI publique d'octobre 2018.

Il précise qu'EDF n'a pas attendu le grand carénage pour prendre en compte le retour d'expérience de 2003 concernant le « grand chaud » : cette problématique a déjà fait l'objet de modifications sur les installations, tout comme la problématique « grand froid ».

Il prend en compte la demande de dissociation entre les améliorations de sûreté et les remplacements pour vieillissement dans les prochaines présentations.

Concernant les nouveaux essais de pompage, M. BOQUEL (ASN) précise que la procédure administrative est la même que celle de 2015. La CLI sera bien entendu consultée pour les essais dans la nappe inférieure, mais la décision qui pourrait permettre à EDF de faire des prélèvements supplémentaires en nappe pendant la période d'essais n'a pas encore été prise : elle ne sera validée qu'après consultation de la CLI et du CODERST*.

L'instruction technique n'est pas encore achevée, c'est pourquoi la CLI n'a pas été consultée, mais elle le sera en temps voulu, comme prévu par la réglementation. La CLI aura 3 mois pour étudier le dossier et remettre son avis.

En réponse à la question de M. GORECKI, il indique que la nappe plus profonde qui va être testée fin 2018 est effectivement réservée à l'eau potable. Le SDAGE Loire-Bretagne prévoit la possibilité de pomper dans une nappe réservée à l'eau potable pour des besoins de sécurité civile.

M. VERDIER (ACIRAD Centre) note qu'EDF associe les travaux post-Fukushima et ceux liés au grand carénage. Il souligne qu'il y a pourtant une différence juridique entre les deux, les travaux post-Fukushima étant réglementaires alors que ceux liés au grand carénage sont justifiés par un choix de l'exploitant de prolonger le fonctionnement de ses installations.

M. VERDIER souhaiterait disposer d'un état d'avancement synthétique de ces travaux, avec un pourcentage de réalisation et les montants associés, et un calendrier de réalisation.

Il précise que la prolongation du fonctionnement des centrales nucléaires n'est pour l'instant pas validée par le parlement dans le cadre de la PPE : des modèles prévoient en effet une baisse des consommations.

M. VERDIER s'interroge également sur la résistance des piscines d'entreposage de combustible usé face à une agression extérieure, sachant que GREENPEACE a mis en évidence la vulnérabilité de ces piscines.

Concernant la demande d'état d'avancement des travaux post-Fukushima, M. MIOSSEC fait part de son accord pour qu'un document de synthèse soit produit.

Concernant la question de la sécurité des piscines de combustible usé, il indique ne pas être en mesure d'expliquer ce qui est mis en œuvre actuellement, étant donné que ces

informations relèvent du secret défense. Il précise que les militants de GREENPEACE n'ont pas pénétré jusqu'à l'intérieur du site, les services de sécurité étant intervenus rapidement.

Du point de vue de la sûreté, le dimensionnement des piscines a été validé par l'ASN : les piscines sont dimensionnées pour résister à la chute d'un aéronef. Il est envisagé de disposer à l'avenir d'une troisième voie pour augmenter la capacité à refroidir ces piscines : cette 3^e voie permettra de garantir que les piscines pourront être refroidies dans tous les cas. Ainsi, EDF garantit que ces piscines sont sûres d'un point de vue sécurité et sûreté.

M. VERDIER demande si, à l'avenir, les piscines pourront résister à la chute d'un gros porteur.

M. MIOSSEC répond que les piscines n'ont pas été dimensionnées dans ce sens.

M. BOQUEL complète en indiquant que le cadre de conception des centrales nucléaire vis-à-vis du risque de chute d'avion est défini par une règle fondamentale de sûreté. Cette règle demande à l'exploitant de prendre en compte la probabilité de chute d'un avion, pour les différentes catégories d'appareils.

Pour les CNPE, le calcul de probabilité exclut la chute d'un gros avion commercial. Le dimensionnement des CNPE vis-à-vis des exigences de sûreté ne n'intègre donc pas la chute d'avions de grande ligne.

Il précise que l'ASN ne contrôle pas les scénarios d'attaque terroriste par un avion de grande ligne, qui relèvent du domaine de la sécurité et non de la sûreté.

Concernant les travaux post-Fukushima, il ajoute qu'ils sont encadrés réglementairement. Certaines prescriptions sont assorties d'un délai réglementaire (c'est le cas des DUS) mais pas toutes.

M. GORECKI relève que le grand carénage va impliquer 120 jours de travaux en plus de l'activité « habituelle ». Il craint que cela engendre un fort encombrement du territoire, lié à la circulation de nombreux véhicules supplémentaires.

M. MIOSSEC indique que le calendrier des travaux prévoit de ne pas réaliser plusieurs gros arrêts en même temps. Il précise qu'un travail est actuellement en cours avec les services de l'Etat, notamment sur la question de la circulation, pour s'y préparer au mieux.

M. SOLER (Conseiller départemental) se dit surpris qu'une enquête publique soit organisée après les travaux et non pas en amont. Il s'étonne également du rôle confié à l'ASN, et notamment du fait que la probabilité d'un événement terroriste soit exclue des contrôles réalisés par cette autorité.

M. MIOSSEC précise que l'ASN contrôle les aspects relevant de la sûreté, mais qu'une autre entité, le Haut fonctionnaire à la défense et à la sécurité, assure le contrôle sur les aspects sécuritaires.

M. SOLER considère comme une orientation politique le fait de présenter la prolongation de l'activité du CNPE comme un aspect positif sur le plan économique. Il exprime son désaccord avec cette position. Selon lui, d'autres avis considèrent qu'il ne s'agit pas forcément du meilleur choix économique pour le territoire.

Il estime pour sa part que la position d'EDF n'est pas une évidence, en particulier pour ce qui concerne l'environnement, si l'on considère le problème des déchets nucléaires.

2/ Présentation de la campagne de traitement biocide

Mme Lamia LAMOUREUX (EDF – CNPE Dampierre)

Les amibes présentent un risque d'exposition par contact de l'eau avec la muqueuse nasale (lié aux activités de baignades). Ces micro-organismes sont sensibles au lait de cuivre du fait de l'effet bactériostatique du cuivre : les tranches 2 et 4 contenant du lait de cuivre, elles ne sont donc pas concernées par cette problématique.

Les légionelles présentent un risque d'exposition par inhalation (aérosols). Elles sont sensibles aux températures élevées. Les 4 tranches sont concernées, mais le traitement biocide (monochloramines) contre les amibes permet de limiter les risques liés aux légionelles sur les tranches 1 et 3.

❖ Traitement réalisé en 2017

Des critères de démarrage, d'optimisation et d'arrêt du traitement ont été définis en fonction de la concentration en amibes et mis en œuvre. Ils ont été complétés par des critères de température et de débit de la Loire.

Les consignes sur le chlore résiduel total ont également été prises en compte.

- **Tranche 1** : démarrage du traitement sur critère le 16/05/2017 et arrêt sur critère le 28/09/2017, soit 56 jours de traitement dont 14 jours de traitement optimisé sur 12h.
- **Tranche 3** : démarrage du traitement sur critère le 12/06/2017 et arrêt pour arrêt de tranche le 24/08/2017, soit 72 jours de traitement dont 61 jours de traitement optimisé sur 12h.
- **Tranches 2 et 4** : Surveillance régulière de la prolifération bactérienne.

Pour la campagne de traitement 2017, la limite de concentration de 100 Nf*/litre n'a pas été dépassée en Loire. Les seuils de concentration en légionelles n'ont pas été dépassés non plus.

❖ Traitement prévu pour 2018

En 2018, l'optimisation des rejets par traitement séquentiel et le démarrage sur critères seront poursuivis.

La fin du traitement interviendra au plus tôt le 15 septembre 2018, si les conditions météorologiques et hydrologiques sont favorables.

Le traitement a démarré le 25/04/2018 pour la tranche 1 et le 26/04/2018 pour la tranche 3. La limite de concentration n'a pour le moment pas été dépassée cette année. Du fait du démarrage plus précoce, la campagne de traitement sera vraisemblablement plus longue que celle de 2017.

❖ Projet de modification de l'arrêté de rejet de la centrale

Une nouvelle décision amibes / légionelles a été prise concernant les CNPE. Le seuil de rejet d'amibes a été abaissé de 5.10^6 à 10^5 UFC*/litre.

Les prescriptions issues de cette décision seront applicables au plus tard le 1^{er} janvier 2022.

Pour répondre à ces prescriptions, il est nécessaire pour le CNPE de Dampierre de revoir ses limites de rejets liés au traitement biocide.

Un dossier visant à modifier l'arrêté de rejets et de prélèvements du CNPE de Dampierre a ainsi été déposé à l'ASN le 31 mars 2018. Ce dossier prévoit la mise en œuvre d'un traitement biocide par monochloramination sur les tranches 2 et 4 et une évolution du traitement biocide pour les tranches 1 et 3.

Le projet de décision de l'ASN sera transmis pour consultation à l'exploitant, au CODERST et à la CLI.

La décision définitive de l'ASN est attendue pour début 2020, pour pouvoir mettre en place les nouveaux critères avant l'échéance réglementaire.

Échanges avec la salle :

M. MAHAUD demande la raison qui a motivé l'abaissement du seuil des rejets d'un facteur 50.

M. BOQUEL explique que cette décision a pour but d'aligner les prescriptions imposées aux CNPE avec celles imposées aux autres types d'installations, qui relèvent du régime général des ICPE*.

3/ Bilan annuel 2017 de l'ASN concernant la centrale de Dampierre

(cf. synthèse en annexe 2)

M. Pierre BOQUEL (ASN – chef de la division d'Orléans)

Le rapport annuel 2017 de l'ASN est consultable sur le site Internet de l'ASN. Il a été présenté aux parlementaires en avril et en conférence de presse régionale fin mai.

L'appréciation générale de l'ASN sur le parc EDF fait état d'un maintien du niveau de sûreté, qui est satisfaisant dans l'ensemble.

Néanmoins, il reste des points de vigilance dans la gestion des écarts (capacité de l'exploitant à détecter les écarts, à les caractériser et à les corriger) et dans la maîtrise de la conformité des matériels.

Deux événements génériques de niveau 2 ont ainsi été déclarés en 2017 :

- le premier concernant des tuyauteries dans les stations de pompage qui ne tiendraient pas au séisme,
- le deuxième concernant la tenue sismique des diesels de secours (le CNPE de Dampierre n'était pas concerné par cet événement).

M. BOQUEL insiste sur le fait qu'il est nécessaire d'être très vigilant sur la conformité des matériels par rapport aux requis.

En revanche, un point positif pour le parc nucléaire dans son ensemble est l'instruction et le traitement des défauts de ségrégation carbone et les irrégularités des dossiers de l'usine Creusot Forge. En effet, l'instruction progresse bien, et un travail important de revue de tous les dossiers venant de Creusot Forge est réalisé. A ce stade, le traitement de ce dossier s'effectue dans de bonnes conditions.

Concernant le CNPE de Dampierre, une vingtaine d'inspections ont été réalisées par l'ASN en 2017, certaines impliquant plusieurs jours sur site. De nombreuses demandes ont été adressées à EDF suite à ces inspections : 198 demandes de niveau A, et 133 demandes de niveau B.

Le nombre d'événements significatifs en radioprotection a été plus important que les années précédentes, soit 13 ESR*. 33 événements significatifs pour la sûreté (ESS*), dont 2 de niveau 1 et 1 générique de niveau 2, et 5 événements significatifs pour l'environnement (ESE*) ont également été déclarés par l'exploitant en 2017.

En résumé, l'appréciation de l'ASN pour le CNPE de Dampierre pour l'année 2017 est la suivante :

- **Concernant la sûreté** : Les performances de Dampierre ne déparent pas par rapport à l'ensemble du parc EDF.

Un point de vigilance est toutefois à noter sur la gestion des pièces de rechange.

Les analyses de la filière indépendante de sûreté sont de bonne qualité.

Un point faible est à noter sur la prise en compte des thématiques foudre / incendie / explosion.

- **Concernant l'environnement** : l'ASN juge que le CNPE de Dampierre est en retrait par rapport aux années précédentes.

Ce point négatif ne porte pas sur la gestion des rejets liquides et gazeux (bonne gestion et optimisation), mais sur l'application de la réglementation générale en matière d'environnement.

Ces défauts constatés n'ont pas d'impact direct sur l'environnement, mais la réglementation doit être appliquée strictement.

- **Concernant la radioprotection** : le CNPE de Dampierre est en retrait par rapport à l'année précédente. Le même constat avait déjà été fait l'année d'avant.

Le nombre d'écarts constaté a été élevé en 2017 : dans certains cas ils relèvent de défauts dans les pratiques de radioprotection, dans d'autres ils révèlent une meilleure capacité de la centrale à détecter les écarts.

Échanges avec la salle :

M. MAHAUD fait remarquer que l'ASN présente son bilan à la CLI après l'avoir présenté à la presse. Il trouve anormal que la CLI soit informée après le grand public.

D'une manière générale, il considère qu'EDF et l'ASN ne devraient pas communiquer auprès de la CLI de la même manière qu'auprès du grand public. Il trouve trop lapidaire l'information donnée à la CLI : ses membres ne peuvent pas comprendre de quel système on parle.

Il souhaite que la CLI dispose de la même information que celle communiquée à l'ASN, et en même temps.

Par ailleurs, il note que les avis d'incident de l'ASN se terminent toujours en indiquant qu'il n'y a pas d'impact sur la sûreté.

M. BOQUEL explique qu'il essaie de donner des informations à la CLI au fil de l'eau. Il rappelle que les points forts et faibles de l'année 2017 avaient déjà été présentés à la CLI lors de la séance plénière de février 2018.

Il précise que l'ASN reçoit les déclarations d'EDF de manière très détaillée, et que la conclusion des avis d'incident sur l'absence d'impact sur la sûreté est basée sur l'analyse qu'elle fait de ces déclarations.

4/ Retour sur la réunion préparatoire à la conférence inter-CLI du 24 mai 2018

M. Alain FOURCAULT (Vice-Président de la CLI de Dampierre)

Une réunion pour préparer la conférence inter-CLI s'est tenue le 24 mai 2018 avec les 3 autres CLI du Val de Loire (Belleville, Saint-Laurent et Chinon), à l'initiative de la CLI de Dampierre.

La conférence inter-CLI devrait avoir lieu fin 2018 ou début 2019. Compte tenu du nombre de membres de chaque CLI, elle peut réunir potentiellement jusqu'à 200 personnes.

Cette conférence pourrait se tenir dans les environs de Saint-Laurent ou Meung-sur-Loire, sur une journée complète.

M. FOURCAULT indique qu'il était intéressant de voir que chaque CLI fonctionne différemment les unes des autres : parmi les 4 CLI du Val de Loire, 2 sont gérées sous l'égide du Conseil départemental et les 2 autres ont un statut associatif.

Certaines CLI ont un budget plus conséquent que d'autres. L'ASN intervient financièrement pour chacune d'elles.

Les investissements et les projets mis en place ne sont pas toujours aussi faciles d'une CLI à l'autre, du fait du budget et du mode de fonctionnement différents.

M. FOURCAULT rappelle qu'une conférence inter-CLI a déjà eu lieu pour les CLI de la Région Rhône-Alpes, et que la conférence du Val de Loire serait donc la deuxième de ce type.

Lors de la réunion, 3 thèmes à présenter lors de la conférence ont été retenus :

- Présentation des 4 CLI à l'horizon de l'élargissement des PPI* à 20 km ;
- Le démantèlement des centrales nucléaires. Les CLI de Chinon et Saint-Laurent souhaitent qu'on présente le système UNGG* : ce système sera donc évoqué mais brièvement et à titre d'illustration, les centrales de Dampierre et Belleville n'étant pas concernées ;
- Les prélèvements et rejets en Loire des 4 centrales (présentation par EDF et l'ASN) et l'impact du réchauffement climatique sur les centrales (présentation par un membre expert de l'ANCCLI*).

Il reste des points d'organisation à déterminer (le lieu, la gestion des repas, l'organisation, la communication...) et des contacts à prendre, avec EDF notamment. D'autres réunions auront lieu pour finaliser l'organisation de cette journée.

M. FOURCAULT conclut en faisant part de sa satisfaction que ce projet soit désormais sur les rails, même si du travail reste à faire pour mettre tout ça en place. Il précise que la CLI sera tenue informée de l'évolution de ce projet.

Échanges avec la salle :

M. VERDIER fait part de sa satisfaction que cette conférence se mette en place. Il demande si la centrale de Civaux pourrait être associée à cette conférence.

M. FOURCAULT répond qu'il n'est pas prévu d'associer la CLI de Civaux.

M. VERDIER rappelle qu'une réunion avait eu lieu à Chinon il y a 5 ans concernant les UNGG. A cette époque, la problématique du choix du type de démantèlement avait été évoquée, et un délai d'une vingtaine d'année avait été annoncé pour définir la technique de démantèlement. Puis, il y a 6 mois, le report d'un siècle du démantèlement des réacteurs UNGG a été annoncé.

M. VERDIER fait remarque qu'EDF veut prolonger la durée de vie des réacteurs actuels, et se demande si leur démantèlement va également être reporté.

Par ailleurs, concernant le projet de piscine de stockage de combustible usé à Belleville, M. VERDIER demande où en est ce projet et s'il y aura un impact sur les centrales du Val de Loire. Il souhaiterait que ce sujet soit abordé lors de la conférence inter-CLI.

Il souhaiterait également que soit réalisé un « point zéro » des maladies à proximité des centrales, et qu'un groupe de travail soit mis en place pour travailler sur ce sujet.

Concernant la question des UNGG, M. BOQUEL rappelle qu'il y a 6 réacteurs de ce type en France, répartis sur 3 sites différents. Le délai de 20 ans annoncé initialement était le temps

nécessaire pour le démantèlement sous air d'un caisson, mais le démantèlement de l'ensemble des caissons sera échelonné dans le temps.

EDF a proposé de démanteler 1 caisson en entier, puis d'enchaîner sur le démantèlement des autres caissons. L'instruction de cette proposition est actuellement en cours, l'ASN n'a pas encore validé ce programme. Cela explique le temps total nécessaire pour terminer le démantèlement de l'ensemble des UNGG.

Concernant le « point zéro » des maladies, M. BOQUEL rappelle que les maladies qu'il faudrait suivre statistiquement en cas de rejet sont des maladies qui apparaissent longtemps après. En cas de rejet, on aurait largement le temps de réaliser cet état zéro, il n'est donc pas nécessaire d'organiser cet état des lieux dès maintenant.

M. MIOSSEC ajoute qu'un débat public national est prévu à partir de septembre sur la gestion des déchets radioactifs, y compris sur le projet de piscine d'entreposage. Il estime donc prématuré d'aborder le sujet du projet de piscine en inter-CLI, et préfère que ces questions soient d'abord traitées lors du débat public.

M. MAHAUD fait remarquer que, là encore, un débat public va être lancé avant d'informer les CLI. Il estime qu'il faudrait solliciter les CLI en amont du public, pour qu'elles puissent faire le lien entre l'ASN/EDF et le grand public.

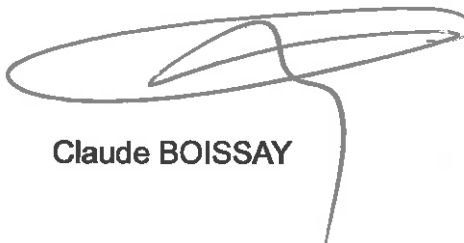
M. FOURCAULT répond que la CLI pourra s'intégrer dans ce débat public, sans qu'il soit nécessaire de travailler en amont sur ce sujet. Il fait remarquer qu'il est déjà difficile de mobiliser les membres des CLI pour les formations, et qu'il vaut donc mieux éviter de multiplier les sollicitations.

5/ Questions diverses

Aucune question diverse n'étant posée, M. FOURCAULT lève la séance en remerciant les participants pour leur présence.

à Orléans le **03 AOUT 2018**

Le Président de la commission

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a trailing line.

Claude BOISSAY

ANNEXES

1/ Lexique des sigles utilisés

ANCCLI : Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire
ASR : Arrêt pour Simple Rechargement
CODERST : Conseil De l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
DUS : Diesel d'Ultime Secours
ESE : Evénement Significatif pour l'Environnement
ESR : Evénement Significatif de Radioprotection
ESS : Evénement Significatif pour la Sûreté
FARN : Force d'Action Rapide Nucléaire
GV : Générateur de Vapeur
ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
Nf : Naegleria fowleri (espèce d'amibes)
PPE : Programmation Pluriannuelle de l'Energie
PPI : Plan Particulier d'Intervention
REX : Retour d'EXpérience
UFC : Unité Formant Colonie (l'UFC/litre est l'unité utilisée pour la mesure de la concentration des légionelles)
UNGG : Uranium Naturel Graphite Gaz
VD4-900 MWe : 4^e visite décennale pour les réacteurs de 900 MégaWatt électrique
VP : Visite Partielle

2/ Appréciation 2017 de l'ASN concernant le CNPE de Dampierre (synthèse)
(site Internet de l'ASN)

« L'ASN considère que les performances de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly rejoignent globalement l'appréciation générale portée sur EDF en matière de sûreté nucléaire. Elle considère que les performances dans les domaines de la radioprotection et de la protection de l'environnement sont en retrait par rapport à la moyenne nationale.

Les performances en matière de sûreté nucléaire sont jugées globalement satisfaisantes. La bonne implication de la filière indépendante de sûreté dans le suivi des événements est à maintenir. L'ASN note cependant que les écarts de programmation des activités de maintenance, les défauts d'approvisionnement ou les non-conformités des pièces de rechange sont à l'origine de plusieurs événements significatifs et ont causé des allongements des durées des arrêts des réacteurs en 2017. L'ASN relève également que le site doit se réapproprier la gestion des risques liés à l'incendie, à l'explosion et à la foudre afin de s'assurer de la conformité des installations aux réglementations associées.

En matière de radioprotection, le plan d'action qui a été déployé par le site en 2017 n'a pas encore démontré son efficacité. Des écarts répétitifs sont toujours constatés et les objectifs fixés par le site restent peu ou pas atteints cette année. Une action forte et adaptée aux situations de terrain est attendue en 2018.

Concernant la protection de l'environnement, les performances du site se sont de nouveau quelque peu détériorées par rapport à l'appréciation de l'ASN des années précédentes. Des événements récurrents ont été déclarés en 2017. Ils sont essentiellement liés à des défaillances organisationnelles et traduisent l'absence d'efficacité des mesures correctives prises par le site depuis 2016. »

